**Participation du public à la budgétisation - Mécanismes de responsabilité sociale pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans les budgets et les dépenses**

**Le défi-**

Le ministère des Finances des gouvernements du monde entier a la tâche herculéenne de veiller à ce que les budgets annuels soient préparés et exécutés efficacement en tenant compte de la disponibilité des fonds et qu'aucun secteur ne soit ignoré. Le ministère doit proposer une politique économique et financière ainsi que coordonner et superviser ces actions conformément à la loi. La tâche principale d'un budget est d'estimer les ressources nécessaires pour soutenir les programmes / et les activités de divers départements. L'exercice de budgétisation se concentre également sur d'autres moyens d'utiliser les ressources allouées de manière plus judicieuse et efficace pour atteindre les objectifs politiques.

Un cycle budgétaire se compose de 4 étapes - préparation, approbation, exécution et évaluation.

On observe cependant que les pratiques budgétaires traditionnelles ne lient pas adéquatement les investissements financiers aux résultats, ce qui limite la capacité d'analyse approfondie et de compréhension des besoins réels. Le ministère des Finances est également entièrement tributaire des ministères compétents pour le retour d'information et les données, sans mécanisme indépendant pour connaître l'état réel de la mise en œuvre. Il est donc important que les ministères des finances adoptent un cadre basé sur la performance qui est utilisé pour allouer des ressources aux programmes et régimes sur la base de systèmes de rétroaction indépendants appropriés et pas seulement de paramètres appropriés.

**La solution proposée-**

L'une de ces approches consiste à dialoguer avec les citoyens et le public pour promouvoir la participation à la budgétisation tout en se concentrant sur l'utilisation précédente des fonds et en établissant une visibilité accrue sur la façon dont les programmes ont été mis en œuvre et quels ont été les résultats. Une telle pratique pourrait en fait reposer sur un processus de responsabilité sociale, par exemple des audits sociaux.

**Qu'est-ce que l'audit social?**

L'audit social est un processus par lequel on essaie de savoir si les avantages du projet / des activités atteignent les personnes auxquelles il est destiné. Il s'agit d'un processus démocratique auquel participent tous les acteurs impliqués dans un projet particulier. L'audit social n'est pas seulement un audit des dépenses ou des décisions mais couvre également les questions d'équité et de qualité dans la mise en œuvre des programmes. Il s'agit d'une vérification détaillée des dossiers du gouvernement auprès des personnes et des travaux / projets exécutés sur le terrain.

Dans un audit social, la population et le gouvernement suivent conjointement le projet. Il intègre les perceptions et les connaissances des gens, implique les gens dans la tâche de vérification et entraîne également une acceptabilité beaucoup plus grande du gouvernement.

**Objectif d'un audit social-**

Bien que le gouvernement successif jusqu'à ce jour ait dépensé des milliards par le biais de ses budgets pour divers programmes / activités, le fait est que les avantages escomptés des programmes n'atteignent pas clientèle cible comme souhaité. Il y a dilution et déviation dans la mise en œuvre des programmes. Le plus souvent, la clientèle ciblée ne connaît ni les objectifs ni les éléments du programme.

Tout en rationalisant les systèmes de prestation de services et en veillant à ce que la transparence et la redevabilité fassent partie intégrante de la gouvernance, il est tout aussi important que les citoyens pour lesquels les programmes sont mis en œuvre soient informés de leurs droits et participent au budget, à la conception du programme, processus décisionnels et suivi et évaluation du programme. C'est dans ce contexte que le concept d'Audit Social et d'autres mécanismes de responsabilité sociale sont devenus importants, où dans les audits citoyens / communautaires le programme et sa mise en œuvre.

**Étapes d'un audit social -**

1. Accès aux enregistrements

2. Identifier les parties prenantes et former une équipe

3. Vérification croisée des enregistrements avec le bénéficiaire / travail

4. Préparation du rapport

5. Présentation et discussion des résultats avec la communauté dans un forum ouvert

6. Partager les retours / conclusions avec le ministère des Finances, le ministère de tutelle, les OSC et l'UGP

7. Publication de directives politiques pour améliorer la mise en œuvre du schéma / programme

**Le modèle / approche proposée-**

Le ministère des Finances identifie un secteur / programme / programme particulier d'importance ou d'importance nationale sur lequel il souhaiterait recevoir des commentaires indépendants sur une base pilote et sollicite l'aide des OSC / ONG, impliquées dans le secteur / programme / activité pour entreprendre un exercice de responsabilité sociale et le retour d'information / rapport reçu serait utilisé pour émettre des directives politiques qui renforcent encore le cadre de mise en œuvre et fournissent au ministère des Finances des commentaires authentiques, fondés sur des preuves et indépendants.

À cette fin, le ministère des Finances -

a. Créer une unité de gestion du programme (UGP) qui serait composée d'experts du programme / secteur et de fonctionnaires du gouvernement;

b. Engager les OSC à mener des exercices de responsabilité sociale - vérification des bénéficiaires, vérification des programmes / projets, vérification des travaux, etc.

c. Veiller à ce que les informations relatives au secteur / programme soient mises à la disposition des OSC pour effectuer un tel exercice;

 d. à la fin de l'exercice de responsabilité sociale;

e. Des rapports basés sur l'exercice de responsabilité sociale seront soumis au ministère des Finances pour émettre des directives politiques aux ministères compétents ;

F. Des consultations conjointes avec les ministères compétents, l'UGP, les OSC et le ministère des Finances seront tenues pour discuter des conclusions et des problèmes identifiés lors de l'exercice de responsabilité sociale.

g. Les résultats aideront à alimenter le processus de budgétisation pour l'année suivante.

**Principes minimaux à respecter-**

1. Accès à l'information - Des informations concernant le programme / régime devraient être mises à disposition pour l'exercice

2.le programme / régime a été conçu devrait nécessairement avoir la possibilité de participer à l'exercice

3. Protection des citoyens - Un forum ouvert et sûr pour une discussion libre et équitable devrait être fourni aux citoyens pour qu'ils s'engagent dans l'exercice de responsabilité sociale

4. Droit des citoyens à être entendus - L'exercice d'audit social devrait fournir aux citoyens un mécanisme pour faire entendre et traiter leurs griefs

5. Plateforme collective - Une plateforme collective renforce et justifie la voix des citoyens et sera un forum sûr et sécurisé pour une discussion libre et équitable.

6. Diffusion du rapport - Les conclusions de l'exercice de responsabilité sociale devraient être rendues aussi publiques que possible afin d'obtenir une rétroaction plus large des citoyens.

**Pourquoi cet exercice ?**

De bonnes pratiques de participation du public peuvent aider les gouvernements à être plus responsables et plus réactifs vis-à-vis de leurs communautés, et peuvent également améliorer la perception qu'a le public des performances du gouvernement et la valeur que le public reçoit de son gouvernement. La transparence est une valeur fondamentale de la budgétisation gouvernementale. L'élaboration d'un processus budgétaire transparent améliorera la crédibilité et la confiance du gouvernement au sein de la communauté.